



**Snudi-FO86**

Tel : 05.49.52.52.83 et 06.60.41.34.85

21 bis rue A. Orillard - 86035 POITIERS CEDEX

snudifo86@gmail.com - www.snudifo86.org

***L'indépendance au service des personnels***

## **CARTE SCOLAIRE DE RENTREE**

### **Déclaration de rentrée FNEC-FP-FO86**

*CTSD de la Vienne 4 septembre 2018*

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

**Comme l'écrit le Secrétaire Général de la confédération Force Ouvrière,  
« L'école doit retrouver le chemin de l'égalité républicaine »**

*« En ces jours de rentrée scolaire, la Confédération apporte son soutien plein et entier à toutes celles et ceux qui font vivre l'école de la République. Une école aujourd'hui fragilisée, territorialisée et morcelée, aux moyens insuffisants et disparates : une école dont les contre-réformes successives ont fait l'un des symboles du désengagement de l'État. »*

La FNEC FP FO 86 rejoint l'analyse du Secrétaire Général Force Ouvrière : il est urgent que l'État et le Ministère donnent les moyens nécessaires aux écoles et aux établissements pour rétablir l'école de la République sur tout le territoire.

#### **Le saccage et les mauvais coups doivent cesser !**

Le ministre Blanquer souhaite placer la rentrée sous le signe de la confiance pour poursuivre et consolider ce qu'il a engagé. **Mais comment élèves, enseignants, personnels administratifs peuvent-ils faire confiance au ministre alors que le bilan de Monsieur Blanquer est désastreux? La FNEC FP FO 86 fait le constat que la réalité est bien différente des belles paroles du ministre :**

- Un quart des nouveaux bacheliers reste au bord de la route. Ils n'ont pas de place dans une formation universitaire ou pas de place dans la formation qu'ils souhaitent. Voilà le résultat de Parcoursup.
- A nouveau, plusieurs dizaines de milliers de personnels en contrat aidé vont disparaître des établissements scolaires.
- Les salaires sont bloqués, le gel du point d'indice confirmé, le jour de carence rétabli et les carrières bloquées pour l'immense majorité des personnels en application de PPCR.
- Les postes manquent pour toutes les catégories et les conditions de travail se dégradent, la pression sur tous s'aggrave.

#### **Et le ministre veut poursuivre sa « consolidation » !**

- Il annonce une avalanche de mesures liées à toutes ses contre-réformes : orientation transférée aux régions, recours massif aux contractuels en lieu et place de titulaires, réforme du bac et de la licence, abandon de la formation professionnelle aux patrons, réforme territoriale qui atomise le fonctionnement de l'Éducation nationale.

**Et pour cela le gouvernement entend en finir avec les statuts. Nos statuts particuliers de corps, notre statut de fonctionnaire d'État, sont incompatibles avec les décisions du ministre qui morcellent l'Éducation nationale pour mieux la privatiser.**

## **Et maintenant les retraites**

Le gouvernement s'attaque à tous les services publics, à tous les droits collectifs, et il annonce une réforme « systémique » des retraites préparant un régime universel par points. Il s'agit de baisser massivement les retraites et les pensions, ça ne sert qu'à cela. Le préalable est, sous prétexte d'harmonisation, de casser le code des pensions civiles et militaires et tous les droits qu'il porte pour les pensions des fonctionnaires d'État.

## **Budget 2019 : la poursuite de l'austérité**

Le Premier ministre vient de présenter les arbitrages du gouvernement pour le budget 2019. Il annonce une suppression nette de 4 500 emplois dans la Fonction publique d'État. Comme il déclare aussi la création de 3 300 postes dans la police et la Justice à budget constant, ce sont 7 800 postes qui devront être pris dans les autres ministères. **Il maintient par ailleurs l'objectif de 50 000 postes supprimés dans la Fonction Publique d'État pour 2022, dont plus de 10 000 dès 2020. Le nombre des contrats aidés sera réduit de moitié : 154 000 contre 320 000 en 2017.**

Le rapport préparatoire au débat de la loi de finances 2019 présenté mi-juillet prévoyait une hausse de 1% pour la « mission enseignement scolaire », le budget devant passer de 51,5 à 52,1 milliards de 2018 à 2019. C'est en fait une baisse du budget en euros constant, puisque inférieure à l'inflation. De plus, le budget ne suit pas la poussée démographique des effectifs d'élèves.

Enfin, cette enveloppe ne comprenait pas les dépenses du service civique que le Président de la République va lancer, et qui représente une ponction de l'ordre de deux milliards d'euros sur le budget de l'éducation nationale.

## **Concernant la Carte scolaire 1<sup>er</sup> degré**

**Les moyens manquent dans la Vienne comme dans tout le pays pour répondre aux revendications des collègues.** La FNEC FP FO 86 dénonce le fait que les dispositifs CP/CE1 100% réussite en REP et en REP+ ont absorbé totalité ou presque des contingents alloués aux départements, contingents nécessaires pour répondre aux revendications des collègues.

### **La FNEC FP FO 86 revendique :**

- **l'augmentation de postes de RASED.**
- **l'augmentation de postes spécialisés et le départ en formation pour les collègues qui souhaitent passer le CAPPEI.** Il est urgent de rétablir un nombre suffisant de postes d'enseignants spécialisés afin que chaque élève puisse bénéficier d'une scolarité adaptée à ses besoins avec toutes les aides nécessaires et que les conditions de travail des enseignants puissent enfin s'améliorer.
- **l'ouverture de toutes les classes nécessaires et l'arrêt des mesures de fermetures.**
- **La création du 4<sup>ème</sup> poste UPE2A dans la Vienne.**
- **l'augmentation du nombre de remplaçants :** le problème du remplacement ne fait que s'aggraver d'année en année dans le département . L'année dernière, des absences longues n'ont pas été remplacées pendant de très nombreux jours. Les

fusions d'école permettent à la DSDEN86 de ne pas envoyer de remplaçants en cas d'absence d'un enseignant, ce qui contraint les collègues à répartir les élèves dans les différentes classes de l'école . La fusion des ZIL/Brigades opérées l'année dernière permet d'économiser encore quelques postes en n'envoyant que très rarement des remplaçants pour des absences de courte durée ou en donnant aux contractuels recrutés la mission de remplaçants courte durée.

### **Demandes d'ouvertures, demandes d'annulation de fermetures, hausse des effectifs : la FNEC FP FO 86 porte les dossiers des écoles**

Dans la Vienne, le Service Public et l'égalité républicaine ne sont plus garantis dans de nombreux secteurs et communes du département. Fermetures d'écoles , fermetures de classes, fusions d'école, restructurations, non-ouvertures de classe, fragilisent les écoles ou, carrément, les suppriment. De nombreux parents d'élèves et enseignants se sont opposés à ces mesures de fermetures pour revendiquer des conditions d'enseignement correctes et des conditions de travail acceptables. Hier, jour de rentrée, les conséquences désastreuses de la carte scolaire de mars et de juin se sont faites sentir dans de nombreux secteurs.

**A Montmorillon, à Chauvigny, à Naintré, à Cenon sur Vienne, Civray, des fermetures de classes ont fait suite aux fusions d'école et aux restructurations lors de la carte scolaire de mars.** La FNEC FP FO 86 avait alerté les collègues à ce sujet : ces restructurations permettent de lisser les effectifs sur plus de classes et donc de fermer des classes plus facilement. Les services du DASEN ont vendu des écoles modernes et innovantes à nos collègues. Bilan : ces mêmes écoles ont des classes qui ferment malgré des effectifs de nouveau élevés, avec une moyenne de 26,5 par classe à l'école maternelle Anne Frank de Naintré par exemple.

**A Vouillé, à Quinçay, à Biard, à Montamisé, à Bonnes, à Ayrion, Dissay... les fermetures de classe provoquent une hausse des effectifs en cette rentrée.** A Montamisé la moyenne est de 27,11 élèves par classe après fermeture d'une classe ! A l'école élémentaire de Biard, ce sont 109 élèves sur 4 classes qui ont fait leur rentrée, soit une moyenne de 27,25 élèves par classe, là aussi la situation fait suite à une mesure de fermeture prononcée en mars !

**Les REP aussi sont concernées par ces mesures de fermeture : alors que le Ministère fait la promotion des CP et CE1 à 12 élèves dans les zones sensibles pour favoriser les apprentissages, dans ces mêmes secteurs, des classes ferment ou sont surchargées !** Nos collègues de la maternelle Andersen de Poitiers en font les frais : ils demandent l'annulation de la mesure de fermeture. FO et les collègues de l'école l'avaient déjà annoncé au mois de juin, les effectifs de l'école sont remontés et il y a 177 élèves inscrits ( dont 6 TPS) pour 7 classes, soit une moyenne de 25,2 élèves par classe, dans une école classée REP, et qui devrait être une priorité si l'on en croit les promesses du Ministère !

**Ce sont aussi des écoles qui n'ont de cesse depuis plusieurs mois de demander une ouverture de classe pour cette rentrée.** A l'école maternelle d'Ingrandes, les collègues commencent cette année scolaire avec 29 et 27 élèves sur deux classes. Et ce n'est pas avec des effectifs forts et en maintenant les RASED dans un état de décrépitude que les problèmes se résoudront à Ingrandes, comme partout ailleurs.

A l'école l'Ermitage de St Benoît, FO avait déjà porté la demande d'ouverture en mars et en juin: sur 6 classes, 5 ont 27 élèves et ce sont 10 inclusions qui doivent être organisées dans ces conditions déjà difficiles, soit une à deux inclusions par classe. A Poitiers Coligny-Cornet, école également avec ULIS, avant inclusions la moyenne atteint déjà 27 élèves par classe. **Comment les collègues peuvent-ils mener à bien ces inclusions et leur travail quotidien dans ces conditions?** Faut-il que d'autres accidents arrivent, que le nombre de collègues en arrêt maladie ou en burn-out augmente encore pour que le Ministère stoppe

ces politiques nocives qui mettent en danger les enseignants et les élèves ? **Car il n'y a pas qu'à St Benoît que ce problème se pose : l'inclusion à tout prix continue de dégrader les conditions de travail de nos collègues et de multiplier les problèmes dans les classes au lieu de les résoudre.**

**Comment, Monsieur le DASEN, pouvez-vous garantir une rentrée sereine pour les élèves et les familles et des conditions de travail acceptables pour nos collègues avec de tels chiffres d'effectifs et autant de demandes non satisfaites, d'ouvertures ou d'annulation de mesures de fermetures?**

### **Un manque de moyens alarmant dans les services administratifs et dans les services médicaux du Rectorat**

**La FNEC FP FO 86 dénonce de nouveau les conséquences des suppressions de postes et des fusions de services opérées au Rectorat-DSDEN de la Vienne sur les conditions de travail de nos collègues agents administratifs.** Ces suppressions provoquent des tensions dans les services car les agents sont surchargés de travail. Cette situation pénalise également les collègues enseignants qui ont besoin de faire appel aux services administratifs pour le traitement de leurs dossiers.

Ainsi, ce sont les conditions de travail de tous les agents de l'Éducation Nationale de la Vienne, qui se trouvent affectées.

**En conséquence, la FNEC FP FO86 revendique les créations de postes nécessaires dans les services de la DSDEN 86.**

**La FNEC FP FO 86 demande également le recrutement de médecins de prévention à hauteur des besoins et se félicite d'être rejoint par d'autres syndicats pour porter cette demande.** Nos collègues ont droit à une médecine du travail efficace en terme de prévention, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Seuls 2 médecins pour plus de 28 000 agents dans l'Académie ! Et quand elles existent, les préconisations des médecins ne sont pas toujours respectées par la hiérarchie de l'Éducation Nationale ! Cet état de fait est tout bonnement inacceptable !

### **CRPE, ouverture de la Liste Complémentaire, recrutement de contractuels**

**À cela s'ajoutent les résultats nationaux des admissions aux concours de recrutement des professeurs des écoles avec 775 postes qui ne sont pas pourvus.** Dans ces conditions, dans la Vienne comme ailleurs, la pression va s'accroître dans les Inspections académiques pour refuser d'ouvrir les postes et pour recourir à l'embauche de contractuels.

**Monsieur le DASEN, combien de contractuels envisagez vous de recruter durant cette année scolaire ?**

Face à ce qui s'annonce comme une offensive contre le statut d'enseignant fonctionnaire d'État, la FNEC-FP-FO estime que seule l'ouverture des listes complémentaires, conformément au statut général, pour pourvoir tous les postes avec des enseignants fonctionnaires d'État, et leur abondement à hauteur des besoins, permettrait que la rentrée 2018 se déroule dans des conditions satisfaisantes.

**Monsieur le DASEN, il est urgent de permettre le recrutement de l'intégralité de la Liste Complémentaire et d'éviter d'avoir de nouveau recours au recrutement de contractuels.**

**A ce sujet, FO demande pour les personnels contractuels recrutés en 2017-2018 la possibilité de bénéficier d'une année de stage donnant la possibilité d'être titularisé dans les mêmes conditions et au même titre que les PES recrutés au CRPE.**

Nous vous remercions pour votre écoute.